

FRAKTION CVP-EVP-glp
GROUPE PDC-PEV-PVL
GRUPPO PPD-PEV-PVL

Points forts du Groupe 2009-2011

Adoptés lors de la séance du Groupe du 17 mars 2009 à Berne

Renforcer la famille en tant que cellule fondamentale de notre société et de notre avenir

Les familles avec enfants garantissent l'avenir de notre pays. La famille fournit les tâches éducatives proprement dites, elle transmet des valeurs essentielles à son entourage et notamment à ses enfants et elle demeure la cellule fondamentale de notre société.

Malgré l'énorme importance que les jeunes familles revêtent pour notre pays, leurs perspectives ne sont pas favorables. Les enfants constituent un risque de pauvreté et un obstacle à la carrière professionnelle. Il n'existe pas de véritable politique familiale avec un engagement de l'Etat et de la société en conséquence. D'où les principales exigences ci-après :

1. Nous voulons une politique familiale de la Confédération qui soit cohérente et coordonnée à tous les niveaux de l'Etat.
2. Nous voulons créer une base légale pour cette politique de la famille qui soit inscrite dans la Constitution.
3. Nous voulons réduire la charge fiscale des familles de la classe moyenne. Nous voulons soutenir davantage les familles à revenu moyen à remplir leurs tâches et leur donner les ressources nécessaires pour le faire.
4. Nous voulons promouvoir la conciliation de la profession et de la famille, notamment par un élargissement important des offres facultatives (par exemple écoles de jour, crèches, familles d'accueil). La promotion de conditions de travail flexibles pour les pères et les mères est aussi un élément important pour les jeunes parents.
5. Nous voulons lutter contre la pauvreté des familles et soutenons la défiscalisation des allocations familiales. A moyen terme, nous souhaitons mettre en place un système d'allègement financier. Celui-ci doit permettre à toutes les familles de choisir librement leur mode de vie et de mener une vie de famille digne également lorsque les enfants deviennent plus grands.

Une économie forte garante d'emplois sûrs

Le Groupe s'engage pour une économie sociale de marché. L'Etat et les partenaires sociaux créent les conditions préalables à la croissance économique et à la concurrence. Les entreprises assurent la croissance. Une économie dynamique veille au plein emploi, à des modèles de travail favorables aux familles, à la pérennité du système social et au respect de l'environnement.

Créer du travail, tel est l'objectif de notre politique économique. La Suisse doit rester une place économique attrayante pour les entreprises et en attirer de nouvelles. A ce propos, la sécurité dans notre pays joue un rôle aussi important que la situation fiscale. En matière d'innovation et de recherche, la Suisse doit être dans le peloton de tête au niveau mondial. D'où les principales exigences ci-après :

1. Nous voulons une formation globale qui réponde aussi aux besoins de l'économie.
2. Nous voulons garantir à hauteur de 6 pour cent les investissements de la Confédération dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation.
3. Nous voulons un meilleur pilotage et une meilleure coordination entre les institutions de formation suivantes : universités, hautes écoles spécialisées et écoles supérieures. Il convient d'accorder plus de poids aux sciences naturelles et aux professions de l'ingénierie. Nous voulons une amélioration des transferts du savoir et des technologies entre les hautes écoles et l'économie.
4. La Suisse doit figurer parmi les cinq meilleures places fiscales d'Europe. Nous voulons un système fiscal plus simple et plus équitable.
5. Nous voulons poursuivre la voie bilatérale avec l'UE. Nous nous engageons pour la reconduction de la libre circulation des personnes et soutenons également les mesures d'accompagnement entre les partenaires sociaux et les cantons qui permettent une immigration progressive et contrôlée.
6. Nous ne voulons pas seulement amortir et surmonter la récession qui commence à s'installer mais aussi mettre en place les bases de la reprise qui va suivre. C'est pourquoi nous poursuivons rigoureusement notre travail afin de développer les avantages de la place économique suisse, notamment pour les PME. Nous réduisons les charges administratives et promovons l'accès des PME aux technologies de pointes et aux marchés mondiaux.

Systeme social solide et sécurité au quotidien

La garantie du financement et des prestations de notre système social est le principal défi des 20 prochaines années. L'augmentation de l'espérance de vie, la réduction de la durée de la vie professionnelle et la baisse de rendement sur les marchés des capitaux ont mis le système social dans une position critique. Nous considérons que la sécurité de notre population au quotidien constitue un nouveau défi.

Le Groupe s'engage pour la garantie du système social (AVS, AI, assurance-chômage, APG). Nous refusons un pur démantèlement de notre système et, en cas de nouvelles prestations, nous demandons que le financement soit garanti au préalable.

Nous donnons, à l'avenir aussi, à la population la certitude que l'Etat leur garantit une existence digne durant les phases critiques de la vie. Nous voulons continuer de garantir un haut niveau de sécurité en Suisse. D'où les principales exigences ci-après :

- 1. Nous voulons mener à bien la 11^{ème} révision de l'AVS. Nous voulons garantir la pérennité financière de l'AVS et aussi flexibiliser la retraite.**
- 2. Nous voulons réformer le deuxième pilier : nous permettons aux employé-e-s plus âgés de rester dans le processus du travail et créons des chances de réinsertion. Nous soutenons une baisse du taux de conversion qui évite une redistribution excessive au détriment de la plus jeune génération. En revanche, ceux qui lancent le référendum font peser cette charge sur les jeunes de ce pays.**
- 3. Nous voulons permettre l'accès à des soins médicaux de base de qualité. La responsabilité personnelle de tous les acteurs du domaine de la santé doit être renforcée.**
- 4. Les espaces et les places ouverts au public doivent être sûrs en tout temps. Pour renforcer la sécurité au quotidien, 3000 policiers seront recrutés et répartis dans toute la Suisse. Ces derniers seront avant tout chargés de garantir la sécurité au quotidien, notamment dans le domaine de la prévention, une tâche allant dans le sens d'un service de base.**

Environnement sain – Avenir pour nos enfants

La Suisse doit offrir à ses citoyennes et citoyens un environnement sain et naturel. Il convient donc de mener une politique énergétique, climatique et des transports qui garantisse, aussi aux futures générations, un approvisionnement en énergie et des infrastructures de transport qui soient à la fois suffisants, sûrs et respectueux de l'environnement. Dans ce contexte, les grands défis sont la durabilité des ressources énergétiques et l'augmentation du degré d'auto-approvisionnement de la Suisse. Nous devons agir tout particulièrement au niveau de la politique des transports car ce secteur est celui qui utilise actuellement le plus d'énergie et émet le plus de gaz à effet de serre. D'où les principales exigences ci-après :

1. Nous voulons améliorer l'efficacité énergétique dans tous les domaines : le montant de 100 millions de francs débloqué par le Parlement doit être utilisé très rapidement pour assainir les bâtiments. Dans le domaine des machines et des appareils électroménagers, la Suisse doit reprendre les exigences minimales de l'UE. Nous nous engageons pour l'affectation partielle de la taxe Co2 à des mesures énergétiquement efficaces dans le secteur du bâtiment.
2. Nous misons sur les nouvelles énergies renouvelables surtout pour la production d'électricité. Ainsi, nous voulons développer l'énergie hydraulique en tenant raisonnablement compte des intérêts de la protection de la nature et du paysage.
3. Concernant la production d'énergie par des centrales nucléaires et des centrales combinées à gaz dans le futur, les trois partis ont des opinions différentes :
 - a. Le PDC est convaincu que, pour garantir l'approvisionnement, on ne pourra pas renoncer temporairement au nucléaire. Le PDC s'oppose à la construction d'une centrale à gaz. En cas de difficultés d'approvisionnement, le PDC réévaluera la situation. La compensation des émissions de CO2 serait alors une condition sine qua non pour soutenir la construction d'une centrale à gaz.
 - b. Pour le PEV, l'énergie nucléaire doit être considérée uniquement comme une solution transitoire. Le PEV s'oppose à la construction d'une centrale à gaz. En cas de difficultés d'approvisionnement, le PEV réévaluera lui aussi la situation. La compensation à 100 % des émissions de CO2 serait alors une condition sine qua non pour soutenir la construction d'une centrale à gaz.
 - c. Les Verts-Libéraux refusent la construction de nouvelles centrales nucléaires. Ils misent entièrement sur l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables – mais ils pourraient s'imaginer une solution transitoire d'environ 20 ans avec des centrales à gaz dont les émissions de CO2 seraient compensées.

4. Nous nous engageons pour la modification de la répartition modale route-rail en faveur du rail pour le trafic voyageurs et marchandises. Le trafic doit respecter le mieux possible l'environnement et être soutenu par des investissements dans les transports publics : NLFA, ZEB et ZEB II.
5. Nous voulons assurer la performance de notre réseau routier. Le réseau des routes nationales doit être achevé rapidement et les goulets d'étranglement doivent être supprimés.
6. Nous soutenons la mobilité douce (piétons et cyclistes). Il convient de mettre davantage l'accent sur la mobilité douce dans les villes et agglomérations et celle-ci doit jouer un rôle plus important dans les réflexions sur la mobilité.
7. Nous demandons une politique intelligente de la mobilité répondant aux critères suivants : respect de l'environnement, différenciation et principe de causalité. Nous nous engageons pour la mise en place d'un système bonus-malus pour l'imposition des véhicules (sur le plan cantonal et national) afin de promouvoir l'achat de voitures respectueuses de l'environnement. Il est aussi envisageable de renoncer à l'imposition d'une voiture de la meilleure catégorie durant l'année qui suit l'achat (p. ex. solution du canton de Genève).
8. Nous reconnaissons l'importance du trafic aérien pour notre économie. En raison de ses incidences sur l'individu, l'environnement et le climat, les coûts du trafic aérien doivent, tout en se conformant à ce qui se fait au niveau international, davantage tenir compte du principe de causalité.